

mistes de Londres, et le résultat a démontré qu'il était plus riche que celui de toutes les mines anglaises qu'on s'occupe actuellement à exploiter. Il n'est personne qui ne fasse des vœux pour le succès de cette entreprise.

Revue Canadienne.

— Mme. McLoughlin, qui, la semaine dernière, fut jetée hors d'une voiture de charretier contre le mur de la Cathédrale catholique et eût le crâne fracturé, est morte avant-hier par blessure.

— Nous lisons dans le *Canadien de Québec* :

Eboulement.— Une immense quantité de roches, en masses pesant plusieurs tonnes chacune, s'est éboulée, dans la nuit de lundi à mardi vers 11 heures, du Cap, immédiatement au-dessous de l'angle des fortifications joignant le plan incliné. La clôture en front de la cour de M. Kelly a été écrasée, ainsi que trois chaloupes appartenant aux clubs d'amateurs de joutes aquatiques. Le chemin conduisant à l'Anse-des-Mères est intercepté pour le moment, mais des mineurs sont occupés à le débayer. En attendant, les communications avec l'Anse-des-Mères se font en passant sur des propriétés privées, avec la permission des propriétaires.

FRANCE.

— On lit dans la *Gazette du Berry* du 23 septembre :

« Des lettres arrivées à Bourges, samedi dernier, annoncent que S. M. le roi Charles VI avait quitté la France mercredi soir, c'est-à-dire au moment où le bruit de son évasion se répandait dans notre ville.

On nous annonce que les agens de police spéciale qui stationnaient aux abords du palais, avaient quitté leur poste le jeudi. Ce poste a été repris dès le samedi par suite d'ordres dont était porteur une estafette arrivée à la préfecture à huit heures du matin.

« Ce service est même plus rigoureux que précédemment ; toutes les voitures qui sortent du palais sont visitées par la police qui se divise, et repartit sur divers points où il se trouve quelque issue.

« Il est bien temps de prendre ces précautions ! »

— « On est toujours fort inquiet, dit le *National*, de savoir où est l'évadé de Bourges. Le *Morning-Herald* le fait arriver à Londres ; les amis du ministère annoncent qu'il est à Neufchâtel, en Suisse.

« Nous croyons pouvoir affirmer qu'il est en ce moment entré en Espagne, et nous avons quelque raison de croire qu'on en sera bientôt informé par de nouveaux événements.

« Puisque nous parlons de lui et de son évasion, nous serons bien aises d'adresser une petite question au ministère. Il sait, et tout le monde sait aujourd'hui la part que M. de Boissy a prise à cette évasion ; c'est chez lui que le prince est arrivé, c'est au fond de son parc qu'il a trouvé les moyens de fuir ; c'est parce qu'on le croyait à la table du pair de France, que l'escorte n'est laissée duper. On sait depuis avec quels mots il a reçu le préfet de Bourges, qui venait porter des plaintes et demander quelques indications. Se propose-t-on d'intenter un procès à M. de Boissy ? Sera-t-il accusé d'avoir favorisé l'évasion d'un détenu ? ou bien le signalera-t-on à la cours des pairs comme criminel d'Etat ?

« La question est embarrassante, et le cabinet se montre fort perplexé. Mais, qu'un pair de France du choix du système ait contribué à lui causer l'amertume du désappointement qu'il ressent aujourd'hui, cela nous paraît charmant. Nous ne demandons plus à quoi sert la patrie ; il y a des momens où elle est fort utile. »

— Dans une note qu'il a adressée aux différentes cours de l'Europe, le comte de Montemolin déclare, dit-on, que l'abdication de son père n'a eu lieu que par suite de promesses formelles, faites à lui et à sa famille par les gouvernemens de France et d'Espagne, de la main d'Isabelle, avec autorisation pour sa famille de rentrer en Espagne, précédée d'une amnistie et d'une réconciliation générale.

— Jeanne Jugan, cette pieuse fille dont l'Académie a récompensé la vertu par un prix Montyon, vient d'acheter l'ancien couvent des Capucins, situé près de Dinant, où elle se propose de fonder, comme elle l'a fait à Saint-Servan, un hospice pour les vieillards infirmes. Dieu bénira sans doute cette nouvelle œuvre de celle qui semble avoir reçu une mission toute providentielle de charité, et qui, pauvre elle-même, a trouvé le moyen de soulager tant d'infortunes.

— Jeanne Peyvieux, femme Labatut, condamnée à mort par la cour d'assises de la Dordogne, pour avoir empoisonné son mari, a été exécutée le 2 septembre à Périgueux. Deux heures avant qu'elle fût conduite à l'échafaud, Mgr l'évêque a célébré la messe dans la chapelle de la prison ; tous les détenus y assistaient ; il leur a fait une allocution.

A l'issue de la messe, Jeanne Peyvieux a été visitée par Mgr l'évêque de Périgueux ; elle a reçu la bénédiction du prélat, à qui elle demandait, comme elle l'avait déjà demandé avec instance à l'aumônier de la prison, qu'on la fit mourir d'une autre manière. Enfin, voyant qu'on ne pouvait accéder à ses desirs, elle l'a prié de faire en sorte que l'aumônier ne l'abandonnerait pas et l'accompagnerait jusqu'au lieu du supplice ; et après lui avoir de nouveau donné sa bénédiction, il s'est retiré.

IRLANDE.

Troubles et misères en Irlande.— L'irritation populaire, causée en Irlande par l'insuffisance des récoltes, porte déjà de tristes fruits. A Kilkenny une troupe d'hommes a parcouru la ville, lundi dernier en demandant du travail ou du pain. Le maire, devant la maison duquel ils étaient rassemblés leur ayant offert de travailler, moyennant un salaire raisonnable, à casser de la pierre pour la réparation des routes, ils se sont éloignés en

poissant des cris, et ont été attaquer plusieurs boutiques de boulangers. Des scènes du même genre se sont passées à Youghal.

A en croire les journaux anglais, l'émeute n'a eu pour auteurs que des vagabonds désœuvrés. Cependant la commission de soulagement a cru nécessaire de se réunir et de publier des proclamations pour annoncer qu'on allait faire droit aux réclamations du peuple. D'ordinaire, on ne traite pas ainsi une émeute de pillards, et l'on sait trop, dans ce cas, avec quelle implacable rigueur s'évite l'autorité anglaise.

La vérité, c'est que l'Irlande est aujourd'hui aux prises avec la misère et la famine. « Dans beaucoup de parties, dit le *Morning-Advertiser*, on ne peut même pas se procurer des vivres pour de l'argent. »

L'Angleterre, troublée dans son égoïste quiétude, sent qu'il y a plus de danger pour elle dans ce cri d'une population affamée que dans les phrases les plus graves de l'agitation pour le rappel. L'émeute de Kilkenny est le symptôme du mal qui dévore l'Irlande.

« Bientôt sans doute, dit une famille noble, nous apprendrons que des mouvemens analogues se sont manifestés dans tous les comtés. La liberté de huit millions d'hommes a été confisquée par d'inhumains conquérans, et les opprimés ont courbé la tête. Aujourd'hui ils la relèvent, et l'Angleterre, si méprisante et si fière, s'épouvante ; car, pour tout dire, en un mot, l'Irlande a faim, et demande à ses maîtres impitoyables de la nourrir. »

On assure qu'ils songent sérieusement à améliorer la condition de ce malheureux pays. Des députations d'un grand nombre de baronies d'Irlande ont eu mercredi, à Londres, une entrevue avec le premier ministre et le chancelier de l'échiquier. Un mémoire émanant d'une réunion de plus de 400,000 personnes, a été remis aux ministres ; il signale les vices de la législation irlandaise et indique les moyens d'y remédier ; il s'agit surtout de l'état de la propriété. Lord John Russell a, dit-on, promis d'avoir égard à ces réclamations. Mais, avant tout, il faut empêcher les Irlandais de mourir de faim.

— On a reçu à Londres des nouvelles de Cap le 8 juin. La lutte avec les Cafres continuait à la frontière. On évaluait de 5 à 10,000 hommes les forces des Cafres à l'attaque du fort Poddie, où ils n'ont pu enlever qu'un peu de bétail. La force totale des Cafres armés est évaluée à 30,000 hommes. Cependant les Anglais et les colons ne désespèrent pas du succès définitif.

— On écrit de Bantzenheim, le 3 septembre :

« Pendant toute la matinée, le tocsin sonne ici et dans les communes environnantes, le Rhin menace de rompre les digues et de déborder. La population riveraine est sur pied et travaille sans relâche, malgré une pluie battante ; une grande partie des terres est déjà sous l'eau, et la récolte des pommes de terre est sinon perdue, du moins très compromise. Ainsi, ce précieux tubercule, auquel la sécheresse avait déjà porté de si graves atteintes, va périr par excès d'humidité, et cela dans une année où le haut prix des denrées en rend la bonne réussite si désirable. Notre désastre particulier ajoute de la sorte à la détresse générale. Puisse enfin ce nouveau malheur ouvrir les yeux à nos gouvernans et leur faire comprendre combien l'agriculture exerce d'influence sur la tranquillité et le bien-être du pays, et combien au cas particulier, il est nécessaire de remédier à l'insuffisance des fonds, ainsi qu'aux imperfections des travaux du Rhin. »

SUISSE.

Berne, 30 août.— Le changement de gouvernement s'est opéré hier. C'est M. Funk qui a été nommé président du grand conseil jusqu'à la fin de l'année. Le 1er janvier 1847, M. Vetschenbeiz sera président, et à cette époque le vorort sera à Berne.

A Zurich, la diète s'est occupée de la ligne des sept cantons catholiques. Lucerne dit que les sept Etats ne se proposent que de se défendre contre les attaques qui seraient dirigées contre eux, et qu'ils ne veulent pas attaquer. Les vingt-deux cantons se sont réunis d'abord pour se défendre mutuellement contre l'étranger, et en deuxième lieu pour assurer la tranquillité et l'ordre intérieurs. Tel est l'esprit du pacte fédéral, et une ligne qui se propose ce but n'est pas en contradiction avec le pacte fédéral. Il ne s'agit pas d'intervenir dans les affaires d'un canton ; il n'y a aucune arrière-pensée dans cette ligne ; et surtout les catholiques ne veulent rien faire contre les protestans. Uri, Schwytz et Unterwalden font la même déclaration que Lucerne.

ESPAGNE.

— On lit dans le *Constitutionnel* :

« Nous recevons l'assurance que M. Bulwer a remis à M. Isturitz, au nom de son gouvernement, une note officielle dans laquelle le ministère anglais proteste, dans les termes les plus énergiques et les plus formels, contre l'union de dona Luisa avec le duc de Montpensier, à moins que l'infante ne renonce immédiatement à tous ses droits à la couronne d'Espagne. »

Si l'infante fait un tel sacrifice pour épouser M. le duc de Montpensier, elle se montrera assurément plus généreuse encore que son jeune fiancé, qui renonce, dit-on, à l'éventualité de la donation que les cortès pourraient accorder à sa royale épouse. Entre ces deux sacrifices, il y a ce nous semble, toute la distance d'un trône à un coffre-fort, toute la différence d'une couronne à un sac d'écus.

LES ETATS-UNIS ET LE MEXIQUE.

— C'est dans les correspondances de Washington qu'il faut chercher aujourd'hui les nouvelles relatives au Mexique. Elles s'accordent toutes à reconnaître que l'intention du gouvernement est désormais de poursuivre la guerre à outrance. L'une d'elle annonce que le secrétaire de la guerre a demandé six régimens à la Pennsylvanie et il est probable qu'avant peu le *gentry* de l'état de New-York sera mis en réquisition. D'une autre côté